

Rapport moral du Conseil d'administration

Mandat de février à juin 2010

Sommaire :

Partie 1 - Situation financière au 31 mai 2010

Partie 2 – Gestion de la crise interne

Partie 3 – Cinq mois d'actions antinucléaires

Partie 4 – Réflexions sur la restructuration du Réseau

Annexe au rapport moral : plan d'action 2010-2011-2012

Association Réseau "sortir du nucléaire"

9 rue Dumenge
69317 Lyon Cedex Cedex 04

Siret 418 092 094 00014 - APE 9499Z

*agrée pour la protection de
l'environnement*



Situation provisoire
au
31 mai 2010

RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE

du Trésorier et du Directeur financier

COMPTES ANNUELS PROVISOIRES

Bilan

Compte de Résultat

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

GRAPHIQUES DE GESTION

Résultats Colmar et Copenhague

Rapport financier à l'assemblée générale des 19 & 20 juin 2010, à Lyon, présenté par Daniel Roussée, Trésorier et Jacques Caclin, directeur financier

Bonjour,

Le budget de cette période du 1^{er} septembre 2009 au 31 mai 2010 s'élève 867 k€ pour 9 mois d'activité. Ramené sur 12 mois, cela représente une augmentation de 5% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat de la période est un **excédent de 5 429 €**.

Cet excédent est la combinaison de 2 situations paradoxales : une période d'activité très intense de septembre à mi-décembre avec la manifestation de Colmar en octobre et le sommet de Copenhague en décembre d'une part et une période de sous-activité sévère de janvier à mars d'autre part, conséquence de la grave crise interne traversée par notre réseau.

BILAN (la photographie, au 31 mai 2010, de notre activité) :

À l'ACTIF, l'actif immobilisé est stable.

L'Actif circulant :

- Les stocks de matériels, livres et documents de campagne sont constants
- Les créances représentent 22% de notre bilan. Il s'agit des Avances & acomptes sur commandes, des créances usagers (factures de ventes en attente de règlement) et des autres créances (avances de frais pour les déplacements des salariés, chèques déjeuner à distribuer, des produits à recevoir et un crédit de TVA suite à la fiscalisation partielle)
- Les disponibilités (comptes bancaires et espèces en caisse) sont en nette augmentation suite aux actions entreprises pour redresser la situation inquiétante constatée lors de la précédente AG, notamment l'opération 5000 mercis. La trésorerie s'établit à 100 k€.
- Il 'y avait pas de charges constatées d'avance au 31 mai.

Le total de l'actif s'élève à 330 780 €, contre 306 800 € l'année précédente.

Au PASSIF, le fond associatif (les actifs repris des Européens Contre Superphénix) est sans changement.

Le report à nouveau correspond à l'accumulation des résultats des exercices précédents. Il revient à 38 k€ avec la prise en compte du déficit de l'exercice précédent.

Le résultat de cet période du 1^{er} septembre 2009 au 31 mai 2010 se conclut sur un excédent de 5 429,31 €.

Les provisions pour risques et charges constituées pour garantir la pérennisation des postes salariés (81,3k€) et pour le risque juridique des procédures en-cours (4k€) sont inchangées.

Avec les provisions pour risques et charges, le total des fonds propres du Réseau s'établit à 41% du total du bilan. Cela reste très correct et c'est un bon indicateur de notre indépendance financière.

Les emprunts (5,8k€) sont les dépenses par carte bleue à débit différé et un découvert ponctuel en fin de mois à la Nef.

Les fournisseurs et autres dettes restent à 56% du total du bilan. Il s'agit des fournisseurs restant à payer (20,5k€), des salaires et congés à payer à fin mai (36,4k€), des cotisations sociales à payer sur les salaires et congés (61k€, dont les 15k€ de provision suite au contrôle d'Urssaf toujours en attente de notification), du montant à reverser à Bure Zone Libre pour les travaux à réaliser (17,5k€), des avances de trésorerie à rembourser (26,5k€) et du solde disponible sur le Fonds de Solidarité (12,9k€).

Le COMPTE DE RÉSULTAT (synthèse des activités de la période du 1^{er} septembre 2009 au 31 mai 2010) :

Les produits d'exploitation s'élèvent à 822 k€, en augmentation de 6% en rythme annuel par rapport à 2009.

Les reventes de matériel de soutien sont stables, les ventes de documents produits par le Réseau (particulièrement les abonnements à la revue) sont en nette diminution à cause de l'absence de relance pendant la grève des salariés.

Les dons & adhésions atteignent 680 k€, ce qui représenterait +17% en valeur annuelle. Cela provient essentiellement des 2 grosses campagnes : Fermons Fessenheim et Don't nuke the climate, de la fin de l'année 2009. À fin mai, le total des dons stricto sensu sont du même niveau que pour tout l'exercice précédent. Les dons en ligne ont encore pratiquement doublé pour s'établir à 62,5k€. Les prélèvements automatiques continuent de progresser légèrement, mais il faut noter un nombre important d'arrêts liés à « la crise » (environ 120 arrêts sur 2 000, heureusement compensés par un nombre presque équivalent de nouveaux prélèvements).

Ce poste assure plus de 80% de notre fonctionnement total. Il est le gage de notre indépendance financière et de notre liberté d'action.

Les cotisations des groupes (16,4k€) sont en légère diminution du fait que tous les groupes n'ont pas encore réadhéré pour 2010.

La production stockée : néant

Subventions d'exploitation : Aucune

Les autres produits sont principalement les refacturations de frais de port du matériel vendu (8k€), votre participation financière aux frais d'AG (4,8 k€).

Les charges d'exploitation (dépenses) s'élèvent à 857 k€, en augmentation de 7% en rythme annuel par rapport à 2009

Achats de marchandises (pour ventes de matériel de soutien) sont équivalents à ceux de 2009 à cause de Colmar et Copenhague.

Achats et charges externes (le fonctionnement général de l'association, hors salaires) s'élèvent à 408,6k€ (+12% en valeur annuelle). Plus des 2/3 de ces charges sont les frais des campagnes (imprimerie & routage : 241,8k€, frais postaux : 37,2k€) et 1/5 les frais de télécommunications et déplacements (88,5k€).

Impôts & taxes (45,6k€) : taxes sur les salaires et formation continue (23,5k€) et de la Tva non récupérable (20,8k€).

Charges de personnel : 336 k€, elles sont stables par rapport à l'an dernier ; le taux de couverture par les prélèvements automatiques progresse à 83%. L'effectif sur cette période est de 11,6 équivalents temps plein pour 12 inscrits). Le poids de la masse salariale se monte à 39% de notre budget contre 44% l'an dernier. Malgré l'importance des sommes en jeu, ce taux est plutôt faible. Il montre que l'essentiel des fonds qui nous sont confiés va au financement direct des campagnes.

Dotations aux amortissements & provisions : 6,4k€.

Les Autres Charges (14,6k€) sont essentiellement les Droits d'auteurs versés à l'occasion des spectacles organisés pour Colmar (10k€) et les Subventions et soutiens accordés : 2k€. Les principaux soutiens de l'année sont allés à : Sdn Cornouaille, Sdn 82, Footprint for peace ou campagne M51. Également l'affectation au fonds de solidarité pour 2,8k€ de dons reçus par notre convention avec la Nef. 5k€ ont été versés dans le cadre du fonds de solidarité à l'association Nigérienne Aghir in Man, pour l'achat d'une voiture.

Le Résultat d'exploitation est négatif (-35,3k€), cela signifie que les recettes courantes ne suffisent pas à financer les dépenses d'exploitation.

Les produits financiers sont les intérêts de nos livrets d'épargne. Les charges financières concernent exclusivement les frais de prélèvements automatiques (1,3 % du total des prélèvements reçus).

Les produits exceptionnels (44,9k€) : aides à l'emploi (9,9k€) et dons exceptionnels reçus (35k€, 2 dons > 1,5k€ et 30k€ de la fondation « un monde par tous »).

Les charges exceptionnelles (0,6k€) : valeur comptable du matériel non restitué au départ du chargé des relations extérieures.

Malgré le déficit constaté, notre capacité d'autofinancement s'élève à 12,4k€, en tenant compte des dotations aux provisions.

SYNTHESE DES ELEMENTS ANALYTIQUES :

	Dépenses		Ressources		Résultat
CHARTE & DOCUMENTS du REZO					
Brochures et doc. du Réseau	620	0%	2 309	0%	1 689
Revue du Rezo	44 835	5%	44 094	5%	-742
Total documents du Réseau	45 455	5%	46 402	5%	947
Campagne EPR	943	0%			-943
Campagne "don't nuke the climate"	144 946	17%	119 392	14%	-25 555
Fessenheim 3/10/2009	116 456	14%	111 763	13%	-4 694
Chernobyl day	741	0%			-741
Journées d'été du Rezo					
Action OMS Genève	544	0%			-544
Actions & Manifestat. diverses	8 716	1%			-8 716
Total campagnes & manifestations	272 346	32%	231 154	27%	-41 192
Nucléaire militaire	3 154	0%	78	0%	-3 076
Soutiens & partenariats divers	2 587	0%			-2 587
Total soutiens & partenariats	5 741	1%	78	0%	-5 663
LIVRES	28 304	3%	32 597	4%	4 292
Matériel de campagne	57 779	7%	44 863	5%	-12 916
Total matériel de soutien	86 083	10%	77 459	9%	-8 624
Chargé relations extérieures(*)	39 143	5%	32 587	4%	-6 556
Contacts internationaux	30 351	4%	25 267	3%	-5 084
Coordinateur des groupes & actions(*)	30 188	4%	25 132	3%	-5 056
Chargé de campagnes & comm. (*)	4 750	1%	3 954	0%	-796
Webmestre, infographie & informatique(*)	45 654	5%	38 007	4%	-7 647
Autres salariés (*)	232 423	27%	193 493	22%	-38 930
Frais Administrateurs	1 597	0%	486	0%	-1 112
Frais des AG & CA	30 008	3%	6 690	1%	-23 319
Conseils & Recours juridiques	5 997	1%			-5 997
Frais de fonctionnement général	31 702	4%	186 159	21%	154 457
Total fonctionnement général	451 814	52%	511 776	59%	59 962
Total	861 440	100%	866 869	100%	5 430
<i>(*) les ressources sont le financement par les prélèvements automatiques</i>					
Prélèvements automatiques & Dons	15 684	2%	520 362	60%	504 678

BUDGET POUR L'EXERCICE 2009/2010 :

La prévision pour l'exercice 2009/2010 n'a pas été modifiée depuis la précédente AG de février.

Ce budget annuel est rappelé avec le Compte de Résultat. Il est ramené sur 9 mois dans un 2nd tableau pour comparaison avec les réalisations de la période en cours.

Malgré des variations significatives sur certaines lignes, l'exécution du budget est globalement conforme à la prévision.

FISCALITE :

Ces comptes ont été établis « hors TVA », conformément à la décision du Conseil d'Administration de fiscaliser les activités « ventes de matériel de soutien » et « Revue » à compter du 1^{er} octobre 2008.

Comme indiqué plus haut, cette fiscalisation partielle a permis de dégager un crédit de TVA de 21,7k€ €.

Ce choix ne remet pas en cause le caractère non-commercial global de notre Réseau car notre activité prépondérante (plus de 75%) est intrinsèquement non-lucrative et désintéressée, ce qui nous a été confirmé par un courrier de l'inspecteur des impôts chargé de notre dossier.

le 6 juin 2010

Réseau "sortir du nucléaire" : 31 mai 2010

ACTIF (EUR)	EUR			<i>EXERCICE N-1</i>
	VALEURS BRUTES	AMORT- et PROVISIONS	VALEURS NETTES	
ACTIF IMMOBILISÉ				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
<i>Fonds commercial</i>				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	5 333	5 117	216	301
<i>Immobilisations corporelles</i>	36 387	26 975	9 412	13 452
<i>Immobilisations financières</i>	96 155		96 155	95 855
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	137 875	32 092	105 782	109 608
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
<i>Matières premières, approvisionnements, en cours</i>	14 478	7 290	7 188	7 188
<i>Marchandises</i>	48 272	7 512	40 760	40 760
<i>Avances & acomptes versés sur commande</i>	2 540		2 540	
<i>Créances</i>				
<i>Usagers et comptes rattachés</i>	5 700		5 700	6 285
<i>Autres créances</i>	68 601		68 601	55 451
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
<i>Disponibilités</i>	100 209		100 209	50 881
<i>Charges constatées d'avance</i>				36 627
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	239 800	14 802	224 998	197 191
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	377 674	46 894	330 780	306 800
PASSIF (EUR)			EXERCICE N	<i>EXERCICE N-1</i>
CAPITAUX PROPRES				
<i>Fonds associatif</i>			9 909	9 909
<i>Ecart de réévaluation</i>				
<i>Réserve légale</i>				
<i>Réserve réglementée (dont réserve spéciale des plus values à long terme)</i>				
<i>Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres d'art originales)</i>				
<i>Report à nouveau</i>			38 106	53 065
<i>Résultat de l'exercice</i>			5 429	-14 960
<i>Provisions réglementées</i>				
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I)			53 444	48 015
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (II)			85 300	85 300
DETTES				
<i>Emprunts et dettes assimilées</i>			5 789	490
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</i>				
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>			20 497	76 636
<i>Autres dettes (dont comptes courants d'associés)</i>			17 104	96 359
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES et PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (III)			192 036	173 484
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)			330 780	306 800

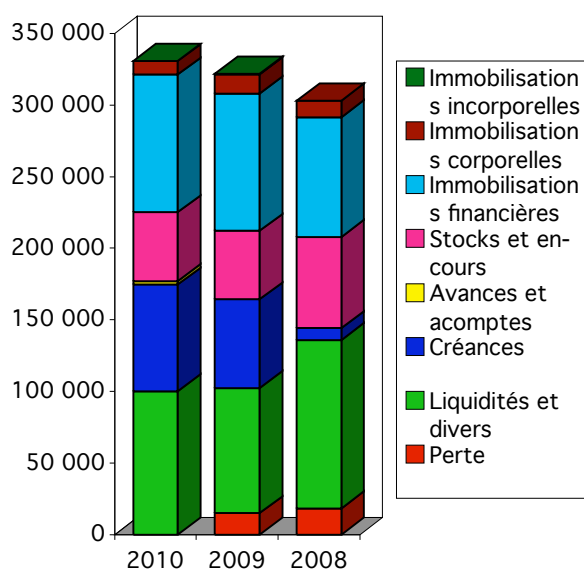
BILAN

Situation provisoire

Réseau "sortir du nucléaire" : 31 mai 2010

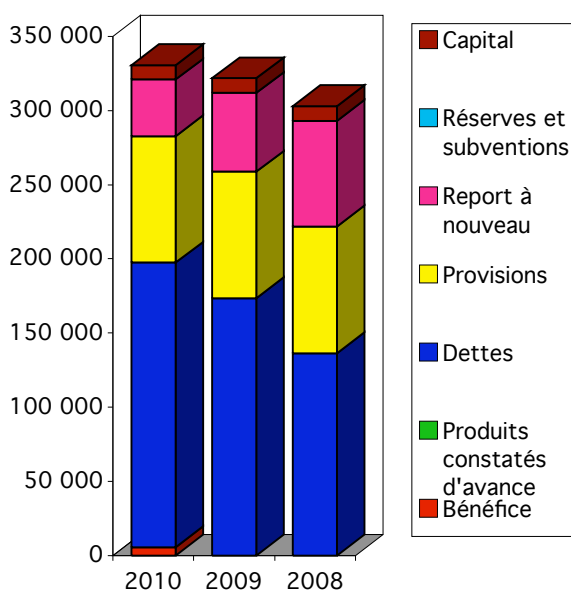
ACTIF

	2010	2009	2008
Immobilisations incorporelles	216	301	
Immobilisations corporelles	9 412	13 452	11 455
Immobilisations financières	96 155	95 855	83 755
Stocks et en-cours	47 948	47 948	63 723
Avances et acomptes	2 540		
Créances	74 301	61 736	8 288
Liquidités et divers	100 209	87 508	117 518
Perte		14 960	18 316
TOTAL	330 780	321 759	303 056



PASSIF

	2010	2009	2008
Capital	9 909	9 909	9 909
Réserves et subventions			
Report à nouveau	38 106	53 065	71 382
Provisions	85 300	85 300	85 500
Dettes	192 036	173 484	136 265
Produits constatés d'avance			
Bénéfice	5 429		
TOTAL	330 780	321 759	303 056



Réseau "sortir du nucléaire" : Période du 1er septembre 2009 au 31 mai 2010

Rubriques	EUR							
	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N/N-1		Budget N	
<i>Ventes de marchandises</i>	51 520	6%	69 765	7%	-18 245	-26%	65 000	7%
<i>Production vendue de biens</i>	54 133	7%	145 304	14%	-91 171	-63%	120 000	12%
<i>Dons & adhésions reçus</i>	699 639	85%	773 244	75%	-73 605	-10%	750 000	78%
Chiffres d'affaires nets	805 291	98%	988 312	96%	-183 021	-19%	935 000	97%
<i>Production stockée</i>			13 524	1%	-13 524	-100%		
<i>Production immobilisée</i>								
<i>Subvention d'exploitation</i>								
<i>Autres produits</i>	16 488	2%	29 586	3%	-13 098	-44%	30 000	3%
PRODUITS D'EXPLOITATION	821 779	100%	1 031 422	100%	-209 643	-20%	965 000	100%
<i>Achats de marchandises (y compris droits de douane)</i>	45 790	6%	45 164	4%	626	1%	45 000	5%
<i>Variation de stock (marchandises)</i>			13 016	1%	-13 016	-100%		
<i>Achat de matières premières et autres approvisionnements</i>								
<i>Variation de stock (matières premières et approvisionnement)</i>								
<i>Autres achats et charges externes (3)</i>	408 637	50%	482 669	47%	-74 032	-15%	400 000	41%
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	45 677	6%	37 772	4%	7 905	21%	40 000	4%
<i>Rémunérations du personnel</i>	226 306	28%	304 962	30%	-78 656	-26%	324 000	34%
<i>Charges sociales</i>	109 718	13%	141 364	14%	-31 646	-22%	135 000	14%
<i>Dotations aux amortissements</i>	6 358	1%	9 340	1%	-2 982	-32%	8 500	1%
<i>Dotations aux provisions</i>			9 895	1%	-9 895	-100%	2 000	0%
<i>Autres charges</i>	14 575	2%	20 081	2%	-5 506	-27%	16 000	2%
CHARGES D'EXPLOITATION	857 060	104%	1 064 262	103%	-207 202	-19%	970 500	101%
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-35 282	-4%	-32 840	-3%	-2 441	-7%	-5 500	-1%
<i>Produits financiers</i>	151	0%	945	0%	-794	-84%	1 000	0%
<i>Produits exceptionnels</i>	44 939	5%	52 567	5%	-7 628	-15%	10 000	1%
<i>Charges financières</i>	3 777	0%	4 525	0%	-748	-17%	5 000	1%
<i>Charges exceptionnelles</i>	603	0%	31 107	3%	-30 504	-98%		
<i>Impôts sur les bénéfices</i>							500	0%
2 - RÉSULTAT COMPTABLE	5 429	1%	-14 960	-1%	20 389	136%		
Total des produits	866 869	105%	1 084 934	105%	-218 065	-20%	976 000	101%
Total des charges	861 440	105%	1 099 894	107%	-238 454	-22%	976 000	101%

Réseau "sortir du nucléaire" : Période du 1er septembre 2009 au 31 mai 2010

		Nb mois dans l'exerc. N		9			
Rubriques	Exercice N		Budget période		Écart N/budget		
<i>Ventes de marchandises</i>	51 520	6%	48 750	7%	2 770	6%	
<i>Production vendue de biens</i>	54 133	7%	90 000	12%	-35 867	-40%	
<i>Dons & adhésions reçus</i>	699 639	85%	562 500	78%	137 139	24%	
Chiffres d'affaires nets	805 291	98%	701 250	97%	104 041	15%	
<i>Production stockée</i>							
<i>Production immobilisée</i>							
<i>Subvention d'exploitation</i>							
<i>Autres produits</i>	16 488	2%	22 500	3%	-6 013	-27%	
PRODUITS D'EXPLOITATION	821 779	100%	723 750	100%	98 029	14%	
<i>Achats de marchandises (y compris droits de douane)</i>	45 790	6%	33 750	5%	12 040	36%	
<i>Variation de stock (marchandises)</i>							
<i>Achat de matières premières et autres approvisionnements</i>							
<i>Variation de stock (matières premières et approvisionnement)</i>							
<i>Autres achats et charges externes (3)</i>	408 637	50%	300 000	41%	108 637	36%	
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	45 677	6%	30 000	4%	15 677	52%	
<i>Rémunérations du personnel</i>	226 306	28%	243 000	34%	-16 694	-7%	
<i>Charges sociales</i>	109 718	13%	101 250	14%	8 468	8%	
<i>Dotations aux amortissements</i>	6 358	1%	6 375	1%	-17	0%	
<i>Dotations aux provisions</i>			1 500	0%	-1 500	-100%	
<i>Autres charges</i>	14 575	2%	12 000	2%	2 575	21%	
CHARGES D'EXPLOITATION	857 060	104%	727 875	101%	129 185	18%	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-35 282	-4%	-4 125	-1%	-31 157	-755%	
<i>Produits financiers</i>	151	0%	750	0%	-599	-80%	
<i>Produits exceptionnels</i>	44 939	5%	7 500	1%	37 439	499%	
<i>Charges financières</i>	3 777	0%	3 750	1%	27	1%	
<i>Charges exceptionnelles</i>	603	0%			603		
<i>Impôts sur les bénéfices</i>			375	0%	-375	-100%	
2 - RÉSULTAT COMPTABLE	5 429	1%			5 429		
Total des produits	866 869	105%	732 000	101%	134 869	18%	
Total des charges	861 440	105%	732 000	101%	129 440	18%	

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

RÈGLES ET MÉTHODES

Situation provisoire

Réseau "sortir du nucléaire" : 1er septembre 2009 au 31 mai 2010

La monnaie de présentation des comptes est l'Euro

2) RÈGLE GÉNÉRALE D'ÉVALUATION

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3) IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou bien à leur coût de production.

4) AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

5) STOCKS ET EN COURS

Les matières premières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode : premier entré, premier sorti.

Les produits fabriqués et en cours de production sont valorisés au coût de production.

6) CRÉANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

7) AUTRES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS

Pour le financement de ses activités, l'association perçoit essentiellement des dons des particuliers sous forme de chèques ou prélèvements automatiques. Elle ne reçoit aucune subvention excepté des aides à l'emploi (contrat d'accompagnement dans l'emploi

IMMOBILISATIONS et AMORTISSEMENTS

Situation provisoire

Réseau "sortir du nucléaire" : 1er septembre 2009 au 31 mai 2010

IMMOBILISATIONS (EUR)	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
					Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
<i>Fonds commercial</i>					
<i>Autres postes d'immobilisations incorporelles</i>	5 333			5 333	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 333			5 333	
<i>Terrains</i>					
<i>Constructions Installations techniques, matériel et outillage industriel installations générales, agencements, aménagements divers</i>	8 372			8 372	
<i>Matériel de transport</i>					
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	27 168	847		28 015	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 540	847		36 387	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	95 855	300		96 155	
TOTAL GÉNÉRAL	136 727	1 147		137 875	

AMORTISSEMENTS (EUR)	Au début de l'ex.	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'ex.
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 031	86		5 117
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions Installations techniques, matériel et outillage industriel installations générales, agencements, aménagements divers</i>	2 558	1 603		4 161
<i>Matériel de transport</i>				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	19 530	3 285		22 815
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 088	4 888		26 975
TOTAL GÉNÉRAL	27 119	4 973		32 092

ETAT DES PROVISIONS

Situation provisoire

Réseau "sortir du nucléaire" : 1er septembre 2009 au 31 mai 2010

EUR

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
<i>Amortissements dérogatoires</i>				
<i>dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
<i>Autres provisions réglementées</i>				
TOTAL PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	85 300			85 300
<i>Prov- pour dépréciation sur immobilisations</i>				
<i>Prov- pour dépréciation sur stoks et en cours</i>	14 802			14 802
<i>Prov- pour dépréciation sur comptes clients</i>				
<i>Autres provisions pour dépréciations</i>				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS	14 802			14 802

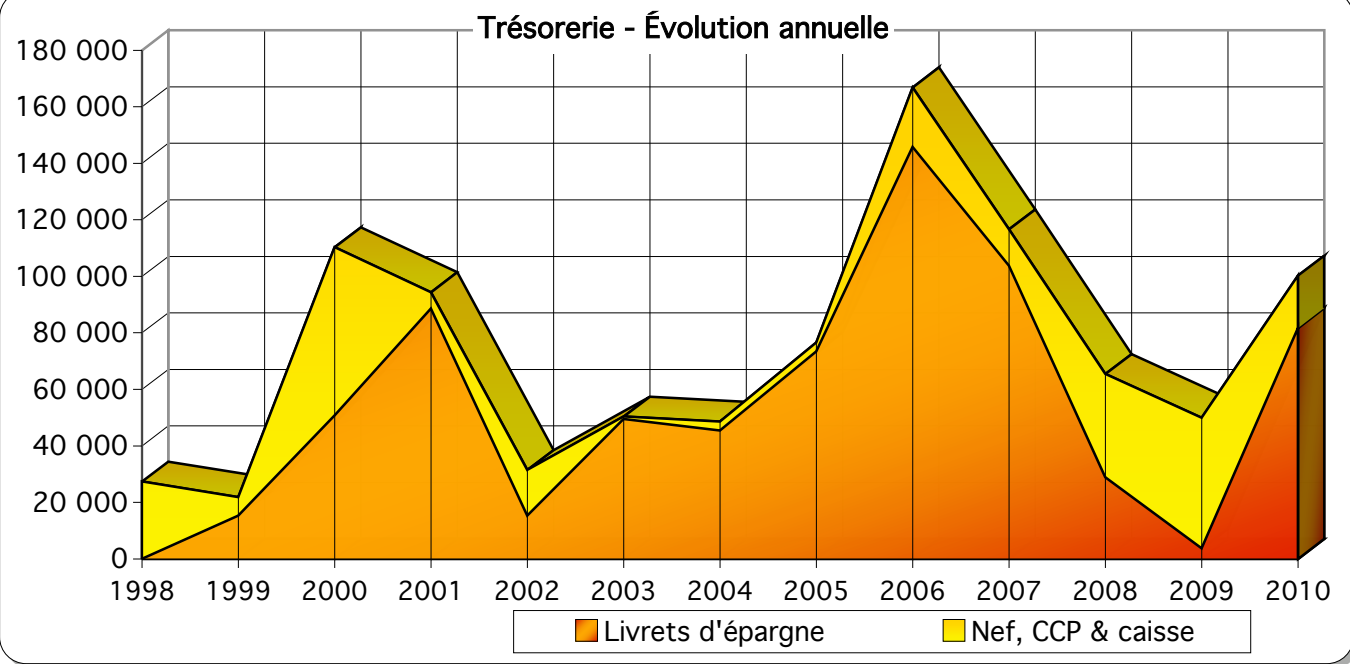
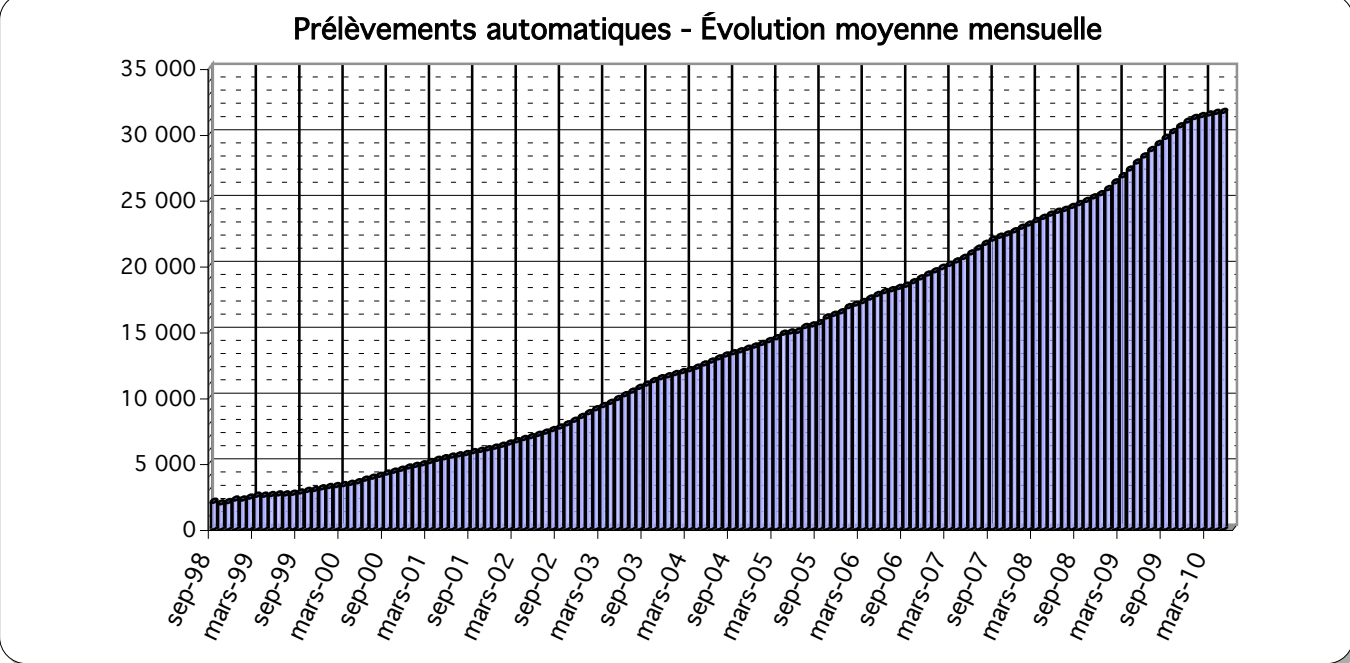
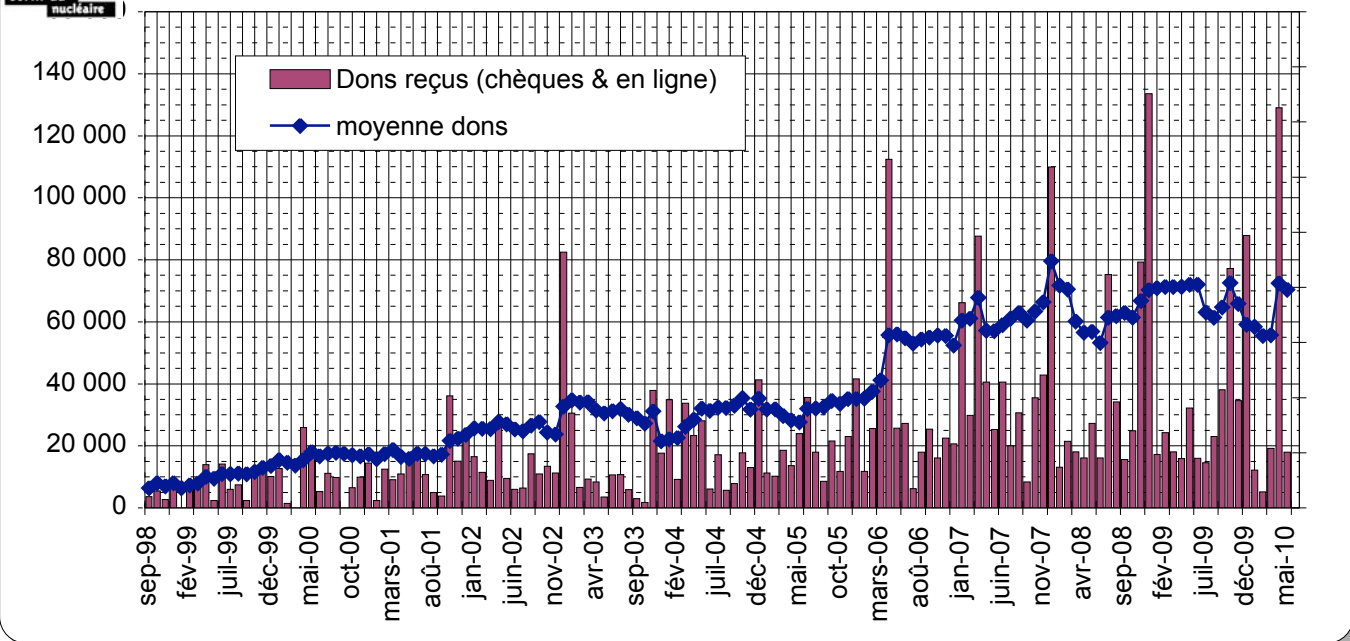
COMPTES DE RÉGULARISATION

Situation provisoire

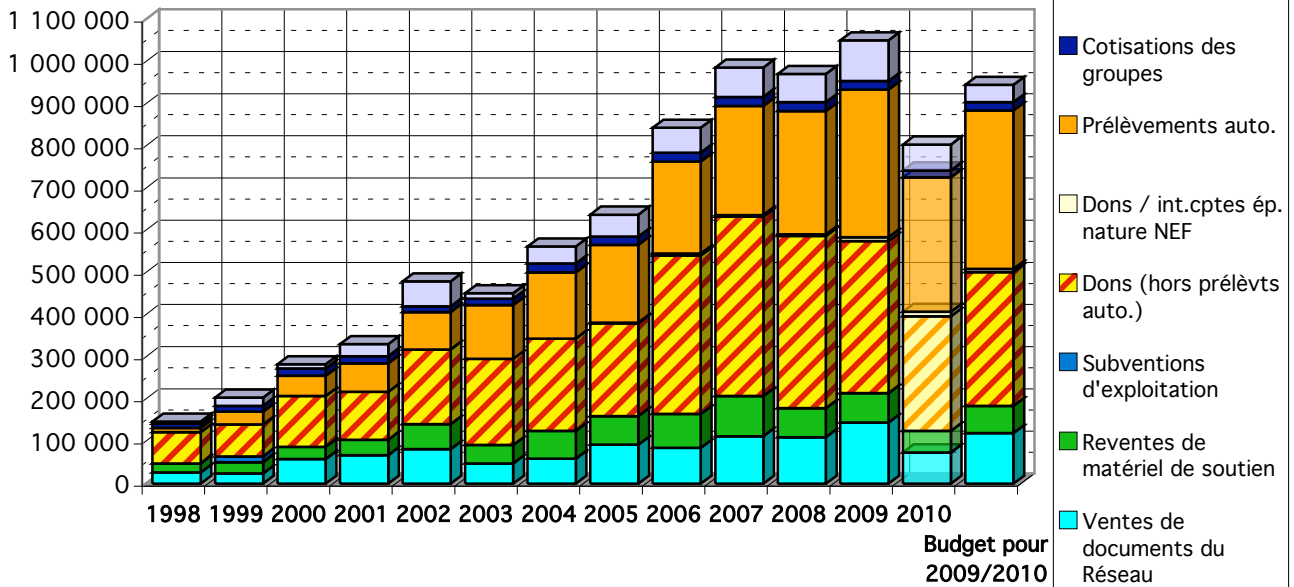
Réseau "sortir du nucléaire" : 1er septembre 2009 au 31 mai 2010

EUR	
PRODUITS À RECEVOIR	<i>Montants</i>
<i>Créances rattachées à des participations</i>	
<i>Autres immobilisations financières</i>	
<i>Créances clients et comptes rattachés</i>	
<i>Autres créances</i>	<i>51 780</i>
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	51 780

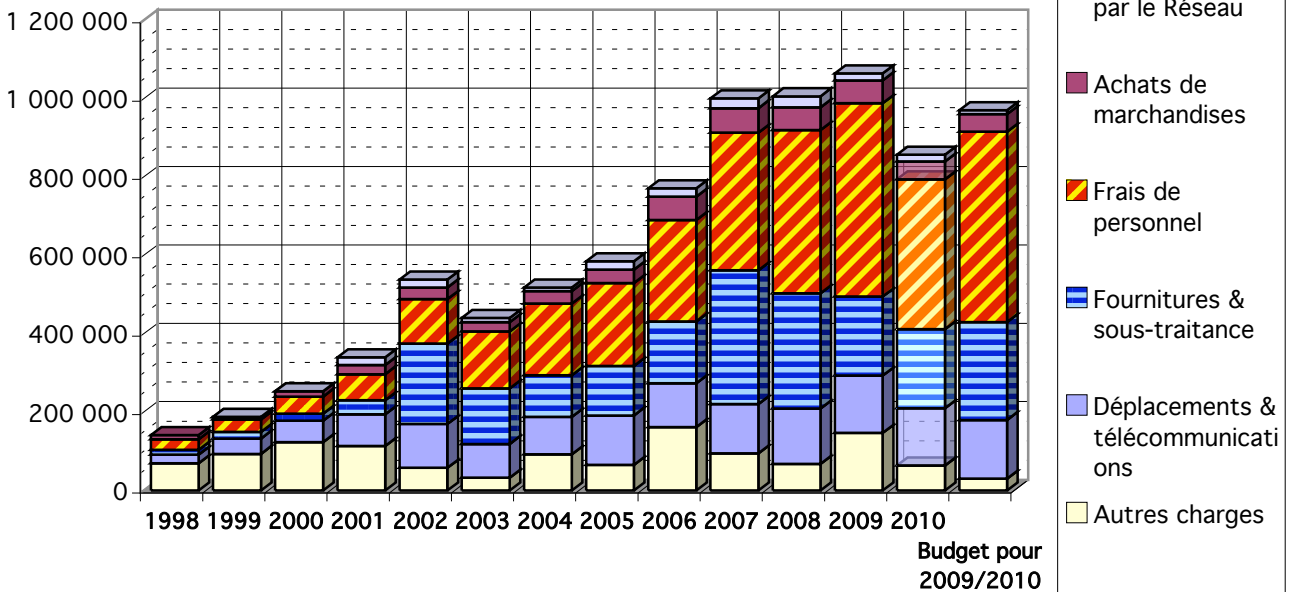
CHARGES À PAYER	<i>Montants</i>
<i>Emprunts obligataires convertibles</i>	
<i>Autres emprunts obligataires</i>	
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements e crédit</i>	
<i>Emprunts et dettes financières divers</i>	
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	<i>51 543</i>
<i>Dettes sur immobilisatiuons et comptes rattachés</i>	
<i>Autres dettes</i>	
TOTAL CHARGES À PAYER	51 543



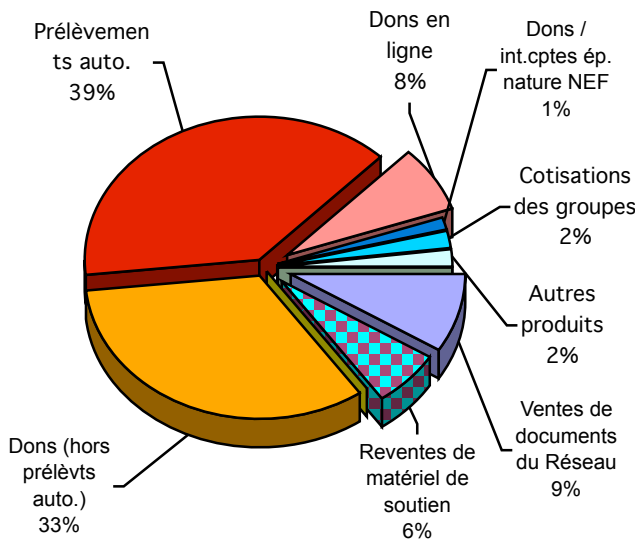
Evolution des produits



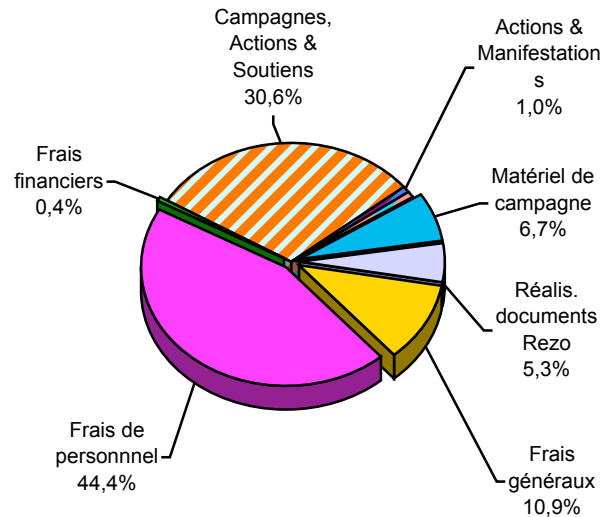
Evolution des charges



Répartition des produits



Répartition des charges



Total des produits : 867k€

Total des charges : 861k€

RÉSEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE"

Résultat analytique de la Manifestation
"fermons Fessenheim"
à COLMAR le 3 octobre 2009

Compte		Dépenses (*)	Recettes	
605000	Matériel, équipements Manif & Campagnes	5 279		5,0%
606300	Fournitures d'entretien et de petit équipement	226		0,2%
606400	Fournitures administratives	312		0,3%
611000	Sous-traitance générale	7 705		7,3%
611100	Routages - Encartages	11 562		11,0%
611200	Imprimerie	25 144		23,8%
611210	Photocopies	252		0,2%
611300	Maquettage extérieur	910		0,9%
613200	Locations de salles	300		0,3%
613550	Location de matériel	2 189		2,1%
614100	Charges locatives extérieures	1 100		1,0%
618000	Documentation	12		0,0%
618500	Frais colloques & conf. de presse	2 549		2,4%
622610	Honoraires juridiques	1 600		1,5%
623300	Manifestations, évènements, concerts, etc	32 505		30,8%
624000	Transports sur achats et ventes	1 117		1,1%
625000	Déplacements, missions salariés	2 197		2,1%
625100	Déplacements, missions administrateurs	2 657		2,5%
625200	Déplacements, missions bénévoles	1 851		1,8%
626100	Frais postaux	5 282		5,0%
626200	Frais de télécommunications	770		0,7%
627300	Frais & comm./ Boutique en ligne	6		0,0%
651600	Droits d'auteurs	4 600		4,4%
701BROCH	REZO•Dossiers et Brochures du Rezo		19	0,0%
701DNF	FESS•DNF•Les Dernières Nouvelles de Fessenheim		1 098	1,0%
701REZO	REZO•Autres documents du Réseau		7	0,0%
706300	Inscriptions colloque Énergies 3 frontières		202	0,2%
754DONS	DONS • Dons reçus		103 994	98,6%
756ADH	DIV•COTISATIONS/GROUPES ADHERENTS		100	0,1%
758PORTS	MAT•Frais de ports refacturés		10	0,0%
Totaux		110 123	105 429	100,0%
Résultat (déficit) : Fessenheim 2009		-4 694		-4,5%

(*) hors salaires et cotisations sociales qui sont déjà couverts par les prélèvements automatiques

RÉSEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE"

**Résultat analytique de la Campagne
"don't nuke the climate"
de septembre à décembre 2009**

Compte		Dépenses (*)	Recettes	
605000	Matériel, équipements Manif & Campagnes	3 228		2,7%
606300	Fournitures d'entretien et de petit équipement	302		0,3%
606400	Fournitures administratives	1 513		1,3%
606450	Fournitures informatiques	10		0,0%
611000	Sous-traitance générale	6 571		5,5%
611100	Routages - Encartages	64 182		53,8%
611200	Imprimerie	34 664		29,0%
613550	Location de matériel	1 143		1,0%
618000	Documentation	130		0,1%
618500	Frais colloques & conf. de presse	5 098		4,3%
622630	Autres honoraires	2 000		1,7%
624000	Transports sur achats et ventes	4 682		3,9%
625000	Déplacements, missions salariés	4 541		3,8%
625100	Déplacements, missions administrateurs	1 126		0,9%
625200	Déplacements, missions bénévoles	10 059		8,4%
625700	Réceptions diverses	62		0,1%
626100	Frais postaux	1 975		1,7%
626200	Frais de télécommunications	1 019		0,9%
627000	Frais bancaires	25		0,0%
651220	Noms de domaines	20		0,0%
651600	Droits d'auteurs	2 597		2,2%
				0,0%
				0,0%
701DOC5	REZO•Documents de campagne à 5,5%		5 057	0,0%
754DONS	DONS • Dons reçus		89 669	0,0%
758PORTS	MAT•Frais de ports refacturés		2 684	0,0%
791PDT	MAT•Ventes matériel de campagne		21 982	0,0%
				0,0%
				0,0%
				0,0%
Totaux		144 946	119 392	121,4%
Résultat (déficit) : DNC 2009		-25 555		-21,4%

(*) hors salaires et cotisations sociales qui sont déjà couverts par les prélèvements automatiques

Rapport moral - Partie 2

Gestion de la crise interne

La feuille de route établie par l'AG de février dernier nous a notamment donné mandat de "terminer le conflit actuel", et de "prendre en compte les revendications des salariés". Elle demandait également que "l'ensemble du personnel salarié du Réseau soit conservé pour la totalité du mandat du CA provisoire dans le respect du code du travail et des ressources financières".

Nous ne reviendrons pas sur l'aspect financier qui vient d'être traité. Sans revenir sur tous les faits depuis février 2010, il nous semble important, pour que vous compreniez la situation très complexe que nous avons eue à vivre (et à gérer), de vous présenter l'essentiel des événements qui ont rythmé les derniers mois.

En ce qui concerne la grève des salariés :

Le renouvellement d'une partie du CA a permis de renouer un dialogue salubre, totalement bloqué depuis le mois de décembre 2009. Nous avons pris des engagements vis-à-vis des salariés sur leur revendication majeure : l'égalité de traitement entre tous les salariés et l'application du droit du travail. Ils ont mis fin à leur grève le 8 février. Secondairement, nous nous sommes prononcés pour le paiement des jours de grève. Il faut savoir que certains salariés ont malgré tout choisi de renoncer à une partie de leur rémunération, afin de soutenir le Réseau.

En ce qui concerne la crise grave que nous traversons actuellement :

Il est primordial d'avoir à l'esprit que Stéphane Lhomme et certains membres du CA précédent refusent depuis février de reconnaître la légitimité des décisions de l'Assemblée générale, et donc celle du CA provisoire élu. Malgré la majorité très claire (75 %) qui a abouti à la révocation de l'ensemble de l'ancien CA (accessoirement, n'oublions pas que 10 administrateurs sur 18 ont accepté leur révocation). Malgré la présence de Benoist Busson, l'avocat du Réseau, qui a confirmé la légalité de cette révocation, y compris en l'étayant par la jurisprudence.

Suite à l'AG, ces anciens administrateurs ont envoyé un mail à l'ensemble des groupes du Réseau. En soi, il n'y a rien de contestable, puisque les coordonnées des groupes sont publiques sur le site du Réseau. Par contre, dans leur message, ils ont porté des accusations infondées (illégalité de leur révocation, manipulations) mettant en cause l'exercice de la démocratie au sein de notre fédération, tout en demandant la mise en place, pour l'AG de juin, de modalités de vote qui sont pourtant contraires aux statuts actuels du Réseau.

Pendant l'AG, Stéphane Lhomme a annoncé qu'il renonçait à sa fonction de porte-parole, l'une de ses principales missions en tant que salarié. Il l'a confirmé ensuite au CA nouvellement élu, au mépris de nos directives. Il n'a assisté à aucune des réunions CA/salariés après l'AG.

Le 1er mars, Stéphane Lhomme a usurpé l'identité du directeur pour contourner les sécurités informatiques, et diffuser le message accusatoire des 8 anciens administrateurs à la totalité des 106 000 contacts du Réseau (dont des milliers de journalistes, de nombreuses personnalités, et bien-sûr les donateurs et militants). Non seulement, ce mail mettait en doute la validité de l'AG mais aussi l'engagement anti-nucléaire du Réseau, qui est son fondement même !

Ainsi, alors qu'il se trouvait en congés payés, Stéphane Lhomme a mis à profit son temps libre pour diffuser largement diverses menaces, insultes et diffamations à l'encontre du Réseau. A tel point que nous avons décidé, pour ne pas le laisser faire en toute impunité et le rappeler à la raison, de le mettre à pied à titre conservatoire (rappelons que cela n'est pas une sanction en droit du travail). Pendant cette période, nous lui avons cependant maintenu l'intégralité de son salaire.

La crise s'est amplifiée au lieu de se résorber, forçant ainsi CA et salariés à répondre sans arrêt aux questions de plusieurs centaines de personnes à qui ce message a inspiré le doute et la suspicion. Diverses listes mail publiques du Réseau ont été envahies par des mails insultants et menaçants. Afin de permettre aux discussions thématiques de continuer, une liste spécifique sur la situation interne a alors été ouverte, où chacun peut s'exprimer.

Au vu de la gravité des faits et de leur impact, nous avons décidé de porter plainte contre Stéphane Lhomme et contre X pour faux et usage de faux et introduction dans le système informatique du Réseau. Il fallait mettre un coup d'arrêt à cette escalade dans le grand n'importe quoi. Après maints questionnements, nous avons jugé que la

plainte était le seul moyen de stopper une situation qui s'emballait, et pour que le CA puisse se consacrer à son mandat plutôt qu'à affronter des manoeuvres de déstabilisation.

Nous avons estimé que les actions et accusations de Stéphane Lhomme et de certains membres de l'ancien CA pouvaient avoir des conséquences graves pour la poursuite du Réseau. Il nous a fallu consacrer beaucoup de temps et une énergie précieuse pour affronter les nombreux problèmes créés par cette situation, tout en continuant à travailler au maximum contre le nucléaire. Cette situation est de loin la plus grave qu'ait connue le Réseau depuis sa naissance. Personne n'a de solution miracle. Le CA a fait ce qu'il a jugé le plus adapté face à cette conjoncture inattendue, pour préserver le Réseau, l'outil majeur de la lutte antinucléaire en France.

Nos décisions, réponses, messages par mail et discussions de vive voix n'ont pas été comprises par tout le monde. Nous l'avons ressenti et cela nous inquiète. La campagne massive de mise en doute de l'engagement antinucléaire du Réseau a transformé un problème de gestion de personnel en problème de confiance politique vis-à-vis du Réseau.

Pourquoi le licenciement ?

Il faut savoir que la moitié des administrateurs du CA provisoire ne connaissait pas ou très peu Stéphane Lhomme, et donc démarrait sans a priori négatif. Nous n'avons jamais eu de divergences idéologiques majeures avec Stéphane, et nous sommes convaincus qu'il a beaucoup apporté au Réseau (rayonnement médiatique, analyses). Mais cela, pour être juste, il faut le dire aussi des autres salariés, et en premier lieu de Philippe Brousse, qui a accompagné le développement du Réseau depuis le premier jour, depuis 12 ans.

Malgré les apports de Stéphane Lhomme, le CA a dû prononcer son licenciement. La situation post AG était devenue ingérable, par les blocages de Stéphane, par ses manquements répétés à ses devoirs de salarié, par son manque de respect envers ses collègues, encore accentué. Stéphane avait malheureusement largement dépassé les limites que pouvait admettre l'employeur le plus laxiste. Il en allait de l'avenir de la fédération.

L'AG de février a souhaité que "l'ensemble du personnel salarié du Réseau soit conservé pour la totalité du mandat du CA provisoire dans le respect du code du travail et des ressources financières". Certains ont voulu voir là une protection inconditionnelle de Stéphane Lhomme. Mais c'est déformer la décision de l'AG, qui n'a pas signé un chèque en blanc. Nous avons bien lu : "dans le respect du code du travail". Le code du travail n'a pas été respecté par Stéphane Lhomme, il s'en faut de loin.

Il faut aussi rappeler que Stéphane a eu ces dernières années plusieurs rappels à l'ordre et avertissements. La situation n'a pas été créée par le CA provisoire. La grève de janvier 2010 était le révélateur d'un problème de gestion du personnel couvant depuis longtemps.

Depuis des mois, les 12 autres salariés avaient la vie dure. Ils ont assumé et assument un boulot énorme, en affrontant en plus des mails calomnieux à leur encontre de la part de leur ex-collègue, et des perspectives d'avenir fragiles. Cette crise a mis en valeur la formidable somme de compétences qu'ils savent additionner. Et à quel point ils savent donner sans compter ; parce que, comme nous tous, ils croient énormément en la sortie du nucléaire et nous les en remercions.

Le porte-parolat est aujourd'hui largement partagé entre plusieurs administrateurs et salariés ; nous recommandons vivement pour l'avenir de persévérer dans cette voie. En réalité, le Réseau ne repose pas sur une seule personne mais sur un travail collectif et des compétences qui s'ajoutent.

Du côté des finances, la crise aurait pu avoir des répercussions négatives car le Réseau était fragilisé depuis fin 2009. Heureusement, les retours massifs à notre appel "5000 mercis" ont permis de mesurer l'attachement au Réseau de milliers de militants et sympathisants. Et aujourd'hui, notre Réseau est en partie déjà relevé de ce péril financier.

Cette crise, nous le regrettons, a créé une fracture brutale entre des militants qui étaient de vieux camarades. Aujourd'hui, comment peut-on renouer les liens ? Comment dépasser cette situation devenue absurde ? Pour y travailler, il est essentiel que nous ayons tous une attitude constructive lors de l'Assemblée générale, et que nous nous impliquions dans la refondation du Réseau, dans son renforcement – pas dans sa destruction. C'est la seule façon de continuer notre combat commun pour UN MONDE SANS NUCLEAIRE.

Rapport moral - Partie 3

Cinq mois d'actions antinucléaires

En-dehors du temps consacré à la réflexion sur la refondation, et malgré les difficultés de ces derniers mois, le Réseau a continué à se consacrer à son objet fondamental : la lutte antinucléaire. Administrateurs, et salariés se sont très fortement impliqués dans de nombreux projets et actions de terrain, ainsi que dans la communication. Voici une synthèse thématique et semi-chronologique des activités impulsées au cours de ces cinq mois :

Protestation contre la relance du nucléaire. Le 8 mars, Sarkozy accueille une soixantaine de pays à l'OCDE pour parler "relance du nucléaire" lors d'une conférence organisée en catimini. Le Réseau organise un rassemblement de protestation à Paris, qui se déroule sous haute surveillance policière. Le Figaro s'en fait l'écho, ce qui pousse François Fillon à réagir publiquement en traitant les antinucléaires d' « irresponsables ». La lettre ouverte du Réseau « Monsieur Fillon, qui sont les irresponsables ? » est reprise par plusieurs médias, dont le Journal du Dimanche.

Début avril, le Réseau dénonce également l'accord Sarkozy-Berlusconi.

EPR. Le 6 mars, le Réseau dévoile des documents internes à EDF mettant en évidence d'importants défauts de conception de l'EPR de Flamanville, pouvant conduire à un accident grave. Un groupe de travail mêlant des « techniciens » (membres du GSIEN) et des « vulgarisateurs » décrypte les documents. Nombreux retours dans la presse nationale et régionale radio, web et papier (Nouvel Observateur, 20 Minutes, France Info, France Culture, RFI, agences AFP, AP et Reuters, Sciences et Vie...), ainsi que dans la presse étrangère (The Guardian, BBC). EDF se sent obligé de se justifier, et l'Autorité de Sécurité Nucléaire finlandaise elle-même publie un communiqué de réaction.

Fin mars, avant le lancement du **débat public sur le projet de réacteur EPR à Penly**, le Réseau réunit un large éventail d'opposants à l'EPR pour une conférence de presse à Rouen. On y retrouve des représentants du monde associatif (le collectif local Stop EPR ni à Penly ni ailleurs, le collectif régional Grand Ouest "EPR non merci, ni ici ni ailleurs", Agir Pour l'Environnement, Virage Energie Nord Pas de Calais), des politique (Verts, Parti de Gauche, NPA), ainsi que Benoist Busson, avocat spécialisé en droit de l'environnement. En tant que tel, le Réseau refuse de participer à un énième «débat bidon » (un dossier de rétrospective sur les débats du nucléaire est d'ailleurs publié), les associations locales restant libres de s'y impliquer ou pas. Dans le cadre de la deuxième session du débat, un rassemblement de protestation est organisé à Paris.

Démantèlement. Fin mars, la commission d'enquête qui s'est penchée sur le dossier de Brennilis émet un avis défavorable concernant son démantèlement total... et abonde dans le sens des antinucléaires : il faut un vrai débat sur ce sujet ! Le Réseau, qui a réuni plus de 20000 signatures autour de cette revendication, relance un appel au gouvernement, pour que la demande des citoyens soit entendue. Les journaux régionaux bretons et le mensuel Environnement magazine s'en font l'écho.

Cyber-action contre le sponsoring de la Fédération Française d'Athlétisme par Areva. Pour protester contre ce détournement de l'image positive d'un sport populaire par Areva, le Réseau lance une cyberaction en partenariat avec les Cyber@cteurs, demandant à la FFA d'annuler son partenariat atomique. Suite à une forte participation, la boîte de la FFA explose sous les mails. A ce jour, la FFA ne nous a fait aucune réponse.

Interpellation de l'ASN. Alerté par des militants allemands sur des incidents graves survenus à la centrale de Cattenom, le Réseau dénonce un déficit criant de transparence (aucune information dans les médias français et silence total de l'ASN). Suite à la répétition des incidents à Cattenom et à la découverte d'une contamination de la nappe phréatique près de Golfech (toujours non reportés), le Réseau adresse une lettre ouverte au « gendarme du nucléaire », co-signée par deux associations locales françaises et une association allemande. Le Canard Enchaîné réagit, ainsi que les journaux télévisés locaux.

Chernobyl Day. Comme chaque année, le Réseau lance un appel à action en France et dans le monde pour que la catastrophe et ses victimes ne soient pas oubliées. En accord avec la décision de l'Assemblée Générale, le Chernobyl Day 2010 est consacré à la **collecte de fonds pour l'Institut Belrad**, qui soigne les enfants dans les zones contaminées ; en plus du kit d'actions habituellement proposé (affiches, tracts), le Réseau met à disposition des groupes des « bons de pectine » à vendre pour soutenir Belrad. Avec 237 actions dans 19 pays, un nouveau record est atteint. Notons une participation croissante de nos partenaires étrangers, notamment en Italie (plus de 95 actions !). En Allemagne, l'organisation Ausgestrahlt, qui a organisé une spectaculaire chaîne humaine de 120 000

personnes, a aussi rattaché son action au Chernobyl Day. Nombreux retours dans les médias locaux et nationaux (RFI, France Inter...), et nombreuses vidéos réalisées par les militants.

Un printemps pour le désarmement nucléaire. De février à début mai, la Marche internationale pour la Paix et contre le nucléaire soutenue par le Réseau et par le collectif international Abolition 2000 traverse les Etats-Unis, pour arriver à New York à l'ouverture de la conférence de révision du Traité de Non Prolifération. Un blog permet de suivre le périple des marcheurs. Des rencontres, réunion-débats et actions sont organisées à chacune des nombreuses étapes, et constituent autant d'occasions de présenter le Réseau aux militants américains. **Une représentante du Réseau est présente à New York lors de la première semaine de la conférence de révision du TNP**, participant à la réunion journalière des ONG (abolition Caucus), à la signature de pétitions, à l'interpellation de l'ambassadeur de France lors de sa rencontre avec les délégations françaises... Le Réseau participe également à la préparation de l'assemblée générale d'Abolition 2000 et soutient la proposition d'un moratoire sur l'extraction de l'uranium.

Le 3 avril, le Réseau apporte également son soutien à une vague européenne d'**actions de désobéissance civile contre le nucléaire militaire**, et en particulier à une action du collectif « Non au missile M51 » à Mont-de-Marsan.

Fin avril, juste après le Chernobyl Day et en amont de la conférence de révision du TNP, débute la campagne de **Jeûne-action contre les armes nucléaires**, organisée conjointement par le Réseau, la Maison de Vigilance de Taverny et Armes nucléaires Stop. Pour faire pression sur les autorités françaises et exiger une Convention sur le désarmement nucléaire, une dizaine de militants ont jeûné pendant deux semaines, du 27 avril au 7 mai. Ils ont reçu le soutien de plusieurs personnalités : l'ancien résistant Stéphane Hessel, plusieurs dessinateurs de presse (qui ont dédicacé leur banderole avec des caricatures sur la bombe), les élus de la Mairie du 2ème arrondissement... Au terme de leur jeûne, ils ont été reçus au Ministère de la Défense. En parallèle, plusieurs actions directes spectaculaires et non-violentes seront organisées (avec la participation de quelques jeûneurs) : des militants bloquent l'Elysée, s'introduisent dans les locaux d'Areva... Enfin, pour clôturer cette campagne, le Réseau lance une cyberaction pour le désarmement nucléaire en direction d'Hervé Morin, Ministre de la Défense. Ce jeûne-action fera l'objet d'un dossier entier dans Témoignage Chrétien.

Grenelle II radioactif. Le Réseau s'élève contre les régressions contenues dans le « paquet vert », et appelle à rejoindre le rassemblement de protestation organisé à Paris devant l'Assemblée Nationale. Il dénonce un texte rétrograde sur l'éolien (tribune dans l'Expansion.com). Surtout, il jette le projecteur sur **un discret amendement supprimant l'enquête publique pour l'augmentation des rejets radioactifs et chimiques**. Désormais, une porcherie industrielle subira plus de contraintes pour accroître ses activités polluantes qu'une centrale nucléaire ! Les médias (Libération, le Canard Enchaîné, 20 Minutes, Terra Economica, Basta !) se font l'écho de ce scandale, et quelques députés se positionnent contre l'amendement. La loi est malgré tout votée, mais peut encore être modifiée lors du passage en commission parlementaire mixte paritaire, le 15 juin. Pour faire monter la pression, le Réseau lance un appel à actions, et invite à faire pression sur MM. Sarkozy et Fillon par tous les moyens : courriers, cyberpétition, appels à Matignon...

Rapport Roussely. Le Réseau dénonce le classement "secret défense" du rapport sur l'évolution de la filière nucléaire, alertant un certain nombre de médias. Hervé Kempf renchérit dans Le Monde.

Soutien aux militants. En avril, le Réseau apporte un soutien financier de 1500 € à Michel Guéritte, de l'association La Qualité de Vie à Ville-sur-Terre, dans le cadre de son procès. Début juin, il apporte également son soutien à Philippe Billard, travailleur sous-traitant de l'industrie nucléaire, lanceur d'alerte et défenseur des irradiés, lors de son passage aux prud'hommes, et contribue à hauteur de 1000 € à ses frais de défense. Un dossier thématique complet est réalisé pour informer sur la maltraitance subie par les salariés sous-traitants. Bons retours dans les médias locaux... et étrangers. Les résultats de la délibération seront connus le 15 juin.

Relations internationales. Le Réseau continue à suivre l'actualité internationale, et à faire connaître à l'étranger les actions entreprises en France. De nombreux contacts ont été noués lors de la Marche pour la paix et contre le nucléaire. Le Réseau apporte également son soutien à la création d'une fédération antinucléaire belge, et poursuit des **échanges suivis avec l'Italie** (coordination pour le Chernobyl Day, transmission d'informations...) et avec diverses organisations allemandes. C'est d'ailleurs la coopération avec des militants allemands qui a permis de dévoiler certains incidents passés sous silence en France. Les liens se créent également avec divers groupes outre-Manche, notamment Stop Nuclear Power Network. Enfin, en coordination avec l'association Women in Europe for a Common Future, le Réseau a permis à Almustapha Alhacen, de l'association nigérienne Aghir In Man, de se rendre à New York pour parler des mines d'uranium lors de la Conférence des Nations Unies pour le

Développement Durable. Par ailleurs, **le Réseau a apporté son soutien et a été représenté à plusieurs manifestations à l'étranger**, à Neckarwestheim (Allemagne) et Olten (Suisse), où il a eu droit à une prise de parole.

Communication : des changements dans la continuité

Des changements imprévus sont advenus lors du premier mois du mandat du CA provisoire, du fait de l'absence pour congés puis de la mise à pied et du licenciement du salarié en charge des relations extérieures du Réseau. Afin de continuer à assurer cette partie essentielle de l'activité du Réseau, une réorganisation du travail a été nécessaire, aboutissant au partage des tâches de veille, rédaction et travail média entre plusieurs salariés et bénévoles. Marc Saint Aroman a pris personnellement en charge la revue de presse rezo-actu, et plusieurs administrateurs (Marc Saint Aroman et Jean-Marie Brom notamment) se sont particulièrement impliqués dans la rédaction d'analyses de fond, ce qui constitue une grande nouveauté. Le porte-parolat a évolué, pour reposer de plus en plus sur les administrateurs élus, et moins sur des salariés.

En dépit de ces changements importants, face à une actualité chargée et à un Etat pro-nucléaire toujours plus offensif, le Réseau n'a pas cessé de réagir à l'actualité (accord Sarkozy-Berlusconi, projets de l'ANDRA, Grenelle II radioactif, rapport Roussely classé secret défense...), ni d'élaborer des dossiers thématiques (EPR, débats bidons du nucléaire, santé et sous-traitance...). Le Réseau est toujours cité dans les médias nationaux... et même sollicité par les médias internationaux ! Ainsi, à la mi-avril, la chaîne internationale CNN a diffusé une émission sur le nucléaire français donnant la parole à une représentante du Réseau devant la centrale du Tricastin.

Par ailleurs, une réflexion globale sur la communication a été entamée. Suite à une décision de l'ancien Conseil d'Administration, nous accueillons pour cinq mois Antoine Limouzin, stagiaire en communication, qui travaille actuellement sur un diagnostic de la communication du Réseau et de ses outils. Sa mission consiste à formuler des pistes pour une diffusion encore plus large du message antinucléaire. D'autre part, pour toucher des militants de plus en plus actifs sur la toile, le Réseau s'est aussi tourné vers de nouvelles formes de communication web, avec la création de blogs spécifiques sur les dossiers et événements et la diffusion d'informations via une page Facebook très visitée.

La communication, ce sont aussi les publications. Le Réseau a publié deux nouveaux numéros de sa revue trimestrielle, le second arrivera chez les abonnés juste après l'AG de juin. Un stagiaire, Aurélien Chemier, travaille à l'élaboration d'une brochure sur la thématique "Nucléaire et santé". Le Réseau est également partenaire de l'ouvrage "La question centrale" qui sort mi-juin ; cette brochure peut être commandée dans la boutique en ligne.

Rapport moral - Partie 4

Réflexions sur la restructuration du Réseau

L'adoption du rapport moral n'implique pas l'adoption des propositions élaborées par le CA et présentées de façon résumée dans cette partie du rapport. En effet, ces propositions seront discutées et votées lors de points dédiés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des 19-20 juin 2010.

En votant la feuille de route et la motion "Pluralisme et refondation", l'AG de février 2010 a confié au CA le mandat de clarifier les rôles des différentes instances au sein du Réseau, et d'initier un processus de refondation. Nous vous présentons ici une vision d'ensemble, très résumée, des différents points sur lesquels nous avons travaillé. Chacun de ces points est abordé avec beaucoup plus de détails dans d'autres documents préparatoires à l'AG.

1) Clarifier les rôles

La feuille de route votée par l'AG de février 2010 demandait au CA de « *Clarifier les rapports hiérarchiques entre les salariés et entre le C.A. et les salariés (proposer une modification des statuts si besoin), clarifier le rôle du porte-parolat, du DRH, etc.* »

Lorsque le Réseau a été créé, le rôle central du CA était évident : le Réseau avait un seul salarié, et beaucoup de choses reposaient *de facto* sur les administrateurs et les militants bénévoles. Au fil des années, le Réseau a connu une croissance considérable, en terme de militants, de sympathisants et de salariés. Cette croissance lui a permis

d'augmenter l'ampleur de ses actions et l'audience du message antinucléaire. Nous pensons qu'un pôle salarié riche en compétences est un atout majeur du Réseau. Mais nous pensons également que **la séparation des rôles entre adhérents d'une part (AG et CA), et salariés d'autre part, doit être ré-affirmée**. Elle doit transparaître clairement dans les règles et dans le fonctionnement concret de la fédération. **C'est le Conseil d'administration qui doit piloter le Réseau, sur mandat de l'AG souveraine. La direction a pour rôle de coordonner la mise en œuvre par l'équipe salariée des orientations définies par l'AG et le CA.**

Pour que la répartition des rôles entre direction et CA soit claire :

- nous avons procédé à la **modification du contrat de travail de Philippe Brousse** (avec son accord, qu'exige le droit du travail), pour que la prise de décision concernant les contrats de travail (embauche, renouvellement, licenciement) soit exclusivement du ressort du CA.
- nous proposons de **définir précisément les pouvoirs du CA dans les statuts**, pour que le rôle central du CA soit clair et ne fasse plus débat. Cette définition explicite des pouvoirs du CA encadrera de fait les pouvoirs de la direction.
- nous proposons des dispositions qui marquent plus nettement la séparation des rôles entre salariés d'une part, adhérents d'autre part, en **interdisant qu'un salarié permanent puisse être porteur d'un droit de vote au nom d'un groupe adhérent**, et en **limitant les possibilités de "navette" entre les statuts de salarié et d'administrateur**.
- nous proposons d'introduire **un nombre minimum d'administrateurs**, en-dessous duquel il devient non statutaire de descendre. Aujourd'hui, rien n'interdit un CA composé... de deux personnes !
- nous proposons de **définir explicitement le statut des administrateurs suppléants**, et de **permettre (et encourager) explicitement la répartition concertée de tâches au sein des binômes titulaire-suppléant**, pour augmenter la force de travail du CA, et pousser les suppléants à s'impliquer concrètement dans le travail du CA. C'est aussi une façon d'**encourager le renouvellement régulier du CA par la "formation sur le tas" de nouveaux administrateurs** (une problématique récurrente du Réseau).
- nous proposons de formuler explicitement la pratique normale, qui est que **le CA préside l'AG - et non pas le directeur**. Les administrateurs peuvent se faire assister de salariés, mais c'est à eux qu'il revient de présider l'Assemblée.
- nous proposons de **remettre sous la seule responsabilité du CA l'agrément des nouveaux groupes membres**, qui était déléguée aux salariés depuis début 2008.

Ré-affirmer le rôle central du CA par rapport aux salariés, c'est aussi **mettre en place des garde-fou pour éviter la personnalisation du Réseau par un salarié**.

Dans ce but :

- nous proposons d'**inscrire dans les statuts la nécessaire multiplicité du porte-parolat**. En pratique, nous avons déjà mis en œuvre un porte-parolat plus collectif depuis février 2010, dans la mesure des possibilités actuelles. La perspective que nous proposons est celle d'un porte-parolat élargi, porté en priorité par des administrateurs et des bénévoles, permettant la désignation de porte-parole sur des thématiques particulières ou pour des sites nucléaires donnés.
- nous proposons **une évolution rapide vers une véritable co-direction, afin de répartir entre deux personnes les responsabilités et les pouvoirs de direction**. Par ailleurs, la masse importante de travail qui incombe à l'équipe salariée justifie également cette évolution.

La personnalisation ne doit pas non plus pouvoir se produire au sein du CA, qui exerce collégalement la présidence du Réseau. Nous proposons donc :

- **l'affirmation dans les statuts de l'exercice collégial de la présidence** du Réseau.
- l'introduction d'une **limitation du nombre consécutif de mandats** d'administrateur titulaire.

L'Assemblée générale a un rôle majeur, puisqu'elle est l'instance souveraine du Réseau. C'est elle qui élit le CA et lui donne sa légitimité. C'est elle qui décide les grandes orientations. Il nous a donc paru essentiel de travailler à **renforcer le fonctionnement démocratique de l'AG**. Dans cette optique, nous proposons notamment :

- d'introduire **un délai impératif de paiement de la cotisation avant l'AG**, pour interdire les adhésions de "dernière minute". L'introduction d'autres règles encadrant le droit de vote nous paraît souhaitable, mais nous pensons qu'elles devront être discutées dans le cadre du processus de refondation, en lien avec les questions plus générales de représentativité.

- de **réformer en profondeur les modalités de vote en AG**, car le système actuel présente de graves défauts.
- que la **publication de la liste des inscrits**, avec mention des droits de vote et des pouvoirs, devienne la règle.
- d'expliciter **les règles de dépouillement pour l'élection du CA**, similaires à celles qui se pratiquent pour les élections de la République.

Enfin, les derniers mois de l'année 2009 ont vu le Conseil d'administration d'alors tergiverser de longues semaines à propos de la signature de l'appel "Ultimatum climatique" et de l'opportunité de retirer ou non la signature du Réseau de cet appel. Pour tirer les leçons de cet épisode, nous reprenons à notre compte une idée de la coordination Sud-Ouest : nous proposons qu'**en cas de blocage potentiel en son sein, le CA consulte les groupes pour l'aider dans sa décision.**

2) Engager le processus de refondation

L'AG de février a voté la motion "Pluralisme et refondation", qui affirme que: « *Il est grand temps d'engager un processus de refondation du Réseau. Il faut mettre entièrement à plat et réformer en profondeur sa structuration, ainsi que ses règles et mécanismes de fonctionnement* ». Nous avons donc la responsabilité de travailler à la mise en place de ce processus.

Nous avons réfléchi aux modalités possibles de ce processus, avec les nombreuses contraintes liées au manque de temps (notre mandat a été très court et très chargé ; nous avons dû gérer une crise dévoreuse de temps et d'énergie), au manque de moyens (situation financière alarmante), aux tensions vives qui traversent le Réseau, etc. Nous avons lancé une consultation auprès des groupes membres pour recueillir avis, suggestions et critiques. Nous avons essayé d'en tenir compte au mieux. Nous sommes bien conscients des insuffisances et de l'imperfection de notre démarche de consultation. Nous aurions souhaité avoir le temps et les ressources nécessaires pour faire notamment des réunions physiques, et laisser plus de temps pour les réponses des groupes. Celles que nous avons reçues sont jointes aux documents préparatoires de l'AG, afin de permettre à chacun d'en prendre connaissance en intégralité.

Nous proposons que le processus de refondation soit poursuivi au cours des prochains mois et aboutisse lors de l'AG de février 2011. Cette période de plusieurs mois est nécessaire pour permettre la concertation large que l'AG de février dernier a appelé de ses vœux. Nous proposons la **création d'une commission de travail spécifique sur la restructuration du Réseau**, dont le mandat, la composition et la méthode de travail sont détaillés dans un document préparatoire spécifique. Elle travaillerait sur les questions définies par les "chantiers" de restructuration que nous avons identifiés, également soumis au vote de l'AG.

Cette commission serait mandatée pour élaborer des propositions et examiner celles qui lui seront faites. Seule l'Assemblée générale de février 2011 prendrait des décisions, sur la base des recommandations de la commission.

Nous avons élaboré un certain nombre de propositions générales pour l'avenir du Réseau, pour alimenter le processus de refondation. Ces propositions ne sont pas soumises au vote de cette AG de juin 2010, et nous les concevons comme des pistes sur lesquelles devrait se pencher la commission de travail. Vous pouvez en prendre connaissance dans le document préparatoire qui leur est consacré.

Dans le temps très court de notre mandat et dans des conditions très éloignées de l'idéal, nous avons travaillé avec sérieux et dans le souci de l'intérêt général du Réseau, pour poser les premiers jalons de sa nécessaire évolution.

Annexe au rapport moral

Agir pour la sortie du nucléaire : plan d'action 2010-2011-2012

Cette synthèse est reprise avec une version détaillée dans le document préparatoire "Agir pour la sortie du nucléaire : plan d'action 2010-2011-2012". L'adoption du rapport moral n'implique pas l'adoption de ce plan d'action, qui sera discuté et voté lors d'un point dédié à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des 19-20 juin 2010.

Conformément aux décisions de l'AG de février 2010 et pour les traduire en actes, nous avons travaillé sur un plan d'action 2010-2011-2012.

Rappelons notamment les objectifs de la motion stratégique générale proposée par le précédent CA et votée par l'AG :

*"- un plan d'action 2010-2011-2012 visant à **placer la sortie du nucléaire comme thème incontournable au coeur de la campagne et des élections présidentielles et législatives.***

*- constitution d'un **front large** pour la mise en oeuvre de ce plan d'action*

*- développement du Réseau et de sa **puissance d'action locale**, ainsi que du maillage du territoire, pour la mise en oeuvre de ce plan d'action"*

A partir de là, nous avons élaboré le plan d'action que nous vous présentons dans les pages suivantes, en cherchant à ce qu'il réponde au mieux à plusieurs critères :

- Être centré sur la décision de sortie du nucléaire
- Peser sur les politiques et sur leurs campagnes électorales afin de les obliger à parler du nucléaire et à se prononcer sur la sortie du nucléaire
- Associer largement les groupes du Réseau
- S'adresser au plus grand nombre, très au-delà des cercles militants déjà convaincus
- Être réalisable techniquement et financièrement

Résultat de nombreux débats et réflexions, nous vous proposons aujourd'hui ce projet de plan d'action, qui fait appel à des compétences très diverses, qui laisse une grande part à l'initiative des groupes, et qui, nous en sommes convaincus, permettra de toucher très largement citoyens et politiques.

Ce plan d'action serait l'axe fort de l'action du Réseau pour les 2 années à venir, mais il n'exclut nullement les actions habituelles ou les nouvelles actions dictées par l'actualité. Ainsi, nous prévoyons que l'hiver 2010 sera consacré, comme cela a été voté par l'AG de février, à une campagne contre le chauffage électrique, et actuellement un stagiaire travaille à l'élaboration d'une brochure sur le thème "Nucléaire et santé".

Une vraie campagne antinucléaire pour un candidat virtuel aux élections présidentielles :

Le projet est basé sur plusieurs actions interdépendantes qui peuvent se chevaucher dans le temps, articulées à la campagne et aux élections présidentielles et législatives.

1) Un candidat antinucléaire virtuel

Il constituera le fil rouge autour duquel les actions s'articuleront.

Il aura un vrai programme, antinucléaire évidemment, et des vraies professions de foi à distribuer.

Il fera une vraie tournée dans le maximum de départements (cf point 3).

Il aura une vraie équipe de campagne, de vrais comités de soutien, de vraies affiches.

Modélisé en 3D animée, il interviendra aussi bien dans les meetings que dans les médias.

2) Un faux journal quotidien pour la sortie du nucléaire (publication vers avril 2011)

Parodie du journal gratuit "20 Minutes" (journal le plus lu / gratuit le mieux présenté).

Financement par une souscription dédiée.

Diffusion très large sur tout le territoire.

Annonce officielle du candidat antinucléaire virtuel (cf point 2).

Publication des résultats d'un vrai sondage sur le mode : "Seriez-vous prêt à voter en 2012 pour un candidat qui se prononce pour la sortie du nucléaire ?".

3) La tournée "électorale" du candidat virtuel

Tournée en avril 2011 liée au 25^e anniversaire de Tchernobyl, 3 semaines de tournée pour 42 départements visités. Eventuellement doublée d'une seconde tournée à l'automne 2011, si la première fonctionne bien.

Organisation de chaque journée par les groupes locaux.

Interpellation et rendez-vous avec les élus et les représentants de l'Etat (préfets...).

Echanges et débats avec la population locale.

Des marcheurs accompagnent la tournée pour en multiplier l'effet.

4) Fin de campagne

Le candidat virtuel se désiste en faveur de tous les candidats réels qui se seront prononcés pour la sortie du nucléaire.

Le candidat virtuel peut être victime d'une fission nucléaire et se démultiplier en milliers de citoyens actifs...

Au-delà des élections, si le concept fonctionne bien, le candidat pourra continuer à exister pour peser sur les autres débats politiques.